



**ARRETE PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION
SIMPLIFIEE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE LA
COMMUNE DELEGUEE DE LA PERRIERE**

N° 349/2019

Codification ACTE : 212

Le Maire de la Commune de COURCHEVEL,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et L. 153-41 et suivants ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 30 mai 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière ;
- **VU** les 6 modifications du P.L.U. approuvées entre 2007 et 2019, la révision simplifiée n°1 approuvée le 19 septembre 2013 ainsi que la révision allégée n°1 approuvée le 20 août 2019 ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre dudit P.L.U., un emplacement réservé n°21 (représentant une superficie approximative de 800 m²) a été instauré à La Nouvaz, sur les parcelles cadastrées section ZL 22, 103, 104 en vue d'un aménagement de voirie ;
- **CONSIDERANT** que la société «*Veolia*», exploitante du service d'alimentation en eau potable sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, accède à la zone de protection de captage située au lieu-dit «Au boutout» en empruntant un cheminement piétonnier à l'aval du hameau de la Nouvaz, depuis la route de Villafrou ;
- **CONSIDERANT** qu'en conséquence, l'aménagement de voirie, pour lequel l'emplacement réservé n°21 a été instauré, n'a pas vocation à être réalisé ;
- **CONSIDÉRANT** que la modification ainsi envisagée ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :
 - changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
 - réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
 - ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf (9) ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

- diminue pas les possibilités de construire ;
- majore pas plus de 20% les possibilités de construire de la zone UA ;
- réduit pas une zone urbaine ou à urbaniser ;

- **CONSIDERANT** que le Conseil Municipal a, au cours de sa séance du 20 août 2019, été informé du principe de mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée n°4 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière ;

- **CONSIDÉRANT** la décision du Conseil d'État n°400420 du 19 juillet 2017 annulant partiellement le décret du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu des P.L.U. et donc l'obligation de consulter l'Autorité Environnementale sur le projet de modification simplifiée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière.

ARTICLE 2 : La modification simplifiée n°4 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière aura pour objet de supprimer l'emplacement réservé n°21 situé à La Nouvaz.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification, avec l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées du P.L.U., pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations, seront définies par délibération du Conseil Municipal.

A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le Conseil Municipal, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera :

- Transmis à Madame le Sous-Préfet d'Albertville ;
- Notifié, avec le dossier du projet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à l'Autorité Environnementale ;
- Affiché en Mairie.

Fait à Courchevel,
Le 02 septembre 2019.

Le Maire,

Philippe MUGNIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Arrêté portant prescription de la modification simplifiée n.4 du PLU de la commune déléguée de la Perrière

Date de transmission de l'acte : 25/11/2019

Date de réception de l'accusé de réception : 25/11/2019

Numéro de l'acte : 349-2019 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 073-200064038-20190902-349-2019-AR

Date de décision : 02/09/2019

Acte transmis par : Marie FUZEAU

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d'urbanisme